



NATIONS UNIES

ÉLIMINER LA PAUVRETÉ C'EST POSSIBLE

OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'APRÈS-2015

FICHE D'INFORMATION

OBJECTIF 8

Faire advenir un partenariat mondial pour le développement

CIBLES

1. Promouvoir l'advenue d'un système commercial et financier ouvert, réglé, prévisible et non discriminatoire
2. Répondre aux besoins spéciaux des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement
3. Trouver une réponse globale à la dette des pays en développement
4. Faire qu'en coopération avec les sociétés pharmaceutiques on puisse se procurer des médicaments essentiels peu coûteux dans les pays en développement
5. Coopérer avec le secteur privé pour que l'on puisse profiter des avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et des communications

LES FAITS

- ✧ L'aide publique au développement s'élevait à 126 milliards de dollars en 2012.
- ✧ En tout, 83 % des exportations des pays en développement entrent en franchise de douane dans les pays développés.
- ✧ En 2012, le commerce des pays en développement et des économies en transition était supérieur à la moyenne mondiale.
- ✧ Dans le monde en développement, 31 % de la population utilisent l'Internet, contre 77 % dans le monde développé.

SITUATION ACTUELLE

Le climat des échanges continue à s'améliorer pour les pays en développement et les pays les moins avancés. La part du commerce mondial détenue par les pays en développement s'est élevée à 44,4 % en 2012. La moyenne des droits de douane prélevés par les pays développés a continué à baisser pour les pays en développement en 2011.

Les ratios d'endettement sont inférieurs d'un quart à leur niveau de 2000, ce qui allège la charge financière qui pèse sur les pays en développement. Une meilleure gestion de la dette, l'expansion du commerce et, pour les pays les plus pauvres, un allègement substantiel de leur endettement ont réduit la charge du service de la dette.

La crise financière mondiale et les turbulences de la zone euro continuent à peser sur l'aide publique au

développement (APD). En 2012, l'APD était, avec ses 126 milliards de dollars, inférieure de 4 % en valeur réelle à ce qu'elle était en 2011, elle-même inférieure de 2 % à 2010. C'est la première fois depuis 1996-1997 que l'APD baisse pendant deux années de suite.

L'aide se concentre de plus en plus sur un petit nombre de pays. Les 20 principaux bénéficiaires (sur 158 pays et territoires) entraînent en 2011 pour environ 55 % du total de l'APD, en augmentation par rapport aux 38 % de l'année précédente.

Les souscriptions au téléphone mobile-cellulaire avoisinent les niveaux de saturation. Avec des souscriptions qui devraient atteindre les 6,8 milliards d'ici fin 2013, la pénétration mondiale atteindra 96 %.

L'augmentation du nombre de personnes utilisant l'Internet dans les pays en développement demeure

supérieure à ce qu'elle est dans les pays développés, augmentation qui a été de 12 % en 2013 contre 5 % dans les pays développés. Le nombre total d'utilisateurs de l'Internet dans les pays en développement représente 65 % du nombre total d'utilisateurs du monde en 2013, en augmentation par rapport aux 40 % de 2005. L'Internet à bande large devient de plus en plus disponible et d'un coût abordable, mais il demeure inaccessible dans beaucoup de pays en développement.

Les prix des médicaments essentiels dans les pays à revenu faible ou intermédiaire sont en moyenne 3,3 fois plus élevés que les prix de référence internationaux dans les établissements du secteur public et 5,7 fois plus dans les établissements du secteur privé. On ne dispose de médicaments essentiels que dans 57 % des établissements du secteur public et dans 65 % des établissements du secteur privé (dans un certain nombre de pays en développement).

Qu'est-ce qui marche ?

- ✧ En 2012, les membres du groupe de pays du G-20 ont redit leur résolution de ne pas prendre de mesures protectionnistes et ils ont dans l'ensemble résisté à la tentation de créer de nouvelles barrières.
- ✧ Malgré la montée du chômage et le coût élevé des envois de fonds depuis les pays développés, les flux d'envois de fonds en direction des pays en développement sont montés jusqu'à représenter 401 milliards de dollars en 2012, soit 5,3 % de plus qu'en 2011, et la tendance devrait se poursuivre.
- ✧ À la date d'avril 2013, 35 sur 39 pays pauvres lourdement endettés admis à bénéficier de l'initiative correspondante bénéficiaient d'un allègement irrévocable de leur dette de la part du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et d'autres créanciers après avoir atteint leur point d'achèvement. D'après le rapport 2013 de l'équipe spéciale sur le déficit de réalisation des OMD, s'il est difficile de démontrer qu'il existe un rapport entre allègement de la dette et dépenses de réduction de la pauvreté, il reste que les données montrent que les pays pauvres lourdement endettés ont accru leurs dépenses de réduction de la pauvreté à mesure que leurs paiements de service de la dette ont baissé.
- ✧ Le **Groupe de la Banque mondiale** a engagé 52,6 milliards de dollars en prêts, subventions, investissements, prises de participation et garanties pour contribuer à stimuler la croissance économique, à réaliser une prospérité plus partagée et à combattre l'extrême pauvreté dans les pays en développement

durant l'exercice 2013, qui a pris fin le 30 juin. Le soutien apporté par le Groupe de la Banque mondiale à des projets réalisés en **Afrique subsaharienne** a atteint ses niveaux les plus élevés en 2013.

- ✧ Il existe plus de 6 milliards de souscriptions au téléphone mobile dans le monde. Pour chaque personne qui a accès à l'Internet à partir d'un ordinateur, deux le font à partir d'un appareil de téléphonie mobile. En Afrique du Sud, plus de 25 000 apprenants ont amélioré leurs connaissances en mathématiques au moyen d'exercices interactifs et d'examens oraux sur téléphones mobiles grâce à une coopération entre l'État, les sociétés de téléphones mobiles, Nokia et les écoles et enseignants. Au **Mali**, les professeurs peuvent accéder à des plans de leçon et à du matériel pédagogique par l'intermédiaire d'un point d'entrée tout simple mais fonctionnel sur Internet.
- ✧ Les technologies mobiles permettent de pratiquer une forme d'apprentissage associatif dans les classes de sciences au **Chili**, de renforcer la communication entre principaux et maîtres au **Kenya**, d'améliorer les connaissances de base nouvellement acquises par les femmes au **Pakistan**, de faciliter la formation professionnelle des adultes en **Europe** et de rendre plus efficace et plus rapide la collecte de données en **Argentine**. Ces projets sont une composante essentielle de la série plus large des documents de travail de l'**UNESCO** sur l'apprentissage mobile, qui cherche à mieux comprendre comment on peut utiliser les technologies mobiles pour améliorer l'éducation, sa qualité et son équité d'accès partout dans le monde.

S'ASSOCIER POUR RÉUSSIR

Les OMD ont mobilisé la volonté d'action des gouvernements, de la société civile et d'autres partenaires du monde entier et obtenu des résultats significatifs grâce à des partenariats. Allant au-delà des moyens traditionnels de fourniture d'aide à la réalisation des OMD, le Secrétaire général et quelques autres ont fait appel à un ensemble de partenaires, tels que gouvernements, société civile, monde universitaire, secteur privé et institutions internationales, pour accélérer les progrès et combler les lacunes. Les initiatives de partenariat pour les OMD comprennent : Every Woman Every Child, [GAVI Alliance](#), [The Global Fund](#), Global Education First Initiative, [Rollback Malaria](#), Sanitation for All, [Scaling Up Nutrition](#), Sustainable Energy for All et Zero Hunger Challenge.

L'équipe spéciale chargée de remédier aux déficits de réalisation des OMD a été créée par le Secrétaire

général de l'ONU en mai 2007 pour améliorer le suivi des engagements mondiaux contenus dans OMD 8, le Partenariat mondial pour le développement. L'objectif principal de l'équipe spéciale est de faire systématiquement le point sur les engagements internationaux qui ont été pris et de déceler les lacunes et les obstacles qui en expliquent la non réalisation éventuelle aux niveaux international, régional et national dans les domaines de l'aide publique au développement, de l'accès aux marchés (commerce), de la viabilité de la dette ainsi que de l'accès aux médicaments essentiels et aux nouvelles technologies. L'équipe spéciale fait intervenir plus de 30 institutions de l'ONU et autre instances internationales.

Le Cadre d'action intégré enregistre et contrôle les engagements d'ordre financier et directif qui ont été pris en faveur des OMD par les États Membres de l'ONU et autres parties prenantes internationales.

Sources : [Le rapport de 2013 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement](#), Nations Unies; *Rapport 2013 de l'Équipe spéciale chargée de déceler les manquements à la réalisation des OMD*, Département des affaires économiques et sociales, *Bonnes pratiques et innovations dans la gouvernance publique*; [UNESCO](#); *Fonds monétaire international, Banque mondiale*.



Pour de plus amples informations, veuillez voir mediainfo@un.org.
Publié par le Département de l'information de l'ONU – Septembre 2013
[facebook.com/wecanendpoverty](https://www.facebook.com/wecanendpoverty) | [twitter: @wecanendpoverty](https://twitter.com/wecanendpoverty)

www.un.org/fr/millenniumgoals